

tenue sous la présidence de Monsieur LASO, assisté(e)
de Monsieur NAUD et Madame CERF, Conseillers
En présence de Monsieur PHULPIN, Rapporteur public
Madame MENIGOZ, Greffière

08 heures 30

05)	DOSSIER N° 2400828	RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF
Titre de l'affaire	Requête indemnitaire tendant au versement de la somme de 136.086,60 € en réparation de l'ensemble des préjudices subis en raison de la suspension des fonctions liée à l'obligation vaccinale	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame G	Maître GUYON DAVID (Cour)
Défendeur	MINISTERE SANTE ACCES AUX SOINS SOLIDARITÉS AUTONOMIE EGALITE HOMMES-FEMMES	
06)	DOSSIER N° 2400796	RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF
Titre de l'affaire	Requête visant à annuler le rejet implicite de la préfecture de la Martinique d'un recours formé le 02/09/24 contre l'arrêté préfectoral du 05/10/21 portant transfert d'office dans le domaine public routier communal des chemins privés ouverts à la circulation publique.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur M Madame G	Maître LABEJOF-LORDINOT Alik (Cour) Maître LABEJOF-LORDINOT Alik (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA MARTINIQUE COMMUNE DE RIVIERE SALEE	Le Maire

08 heures 30

07)	DOSSIER N° 2400643	RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD
-----	--------------------	-------------------------------------

Titre de l'affaire Requête visant à annuler une décision prise le 01/08/24 par la DRFIP portant rejet partiel d'une réclamation formée par un contribuable relative à son impôt sur le revenu au titre des années 2020, 2021, et 2022

Nom des parties

Demandeur

Madame P

Défendeur

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA
MARTINIQUE

Représentants des parties

M

Le directeur

Arrêté le 02/12/2025

Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur LASO, assisté(e)
de Monsieur NAUD et Monsieur LANCELOT, Conseillers
En présence de Monsieur PHULPIN, Rapporteur public
Madame MENIGOZ, Greffière

09 heures 30

02)	DOSSIER N° 2500045	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire	Requête visant à annuler l'arrêté # 2024-24-904 pris par le président du CA du SDIS 972 le 17/12/24, portant exclusion temporaire de fonctions d'un sapeur pompier volontaire.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur L	SELARL AVOCATS CONSEIL & DEFENSE
Défendeur	SERVICE TERRITORIAL INCENDIE ET SECOURS MARTINIQUE	MBOUHOU MAX
03)	DOSSIER N° 2500311	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire	Requête tendant à l'annulation de la décision du 9 avril 2025 par laquelle le président du SDIS 972 a mis fin à ses fonctions de pompier volontaire.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur L	SELARL AVOCATS CONSEIL & DEFENSE
Défendeur	SERVICE TERRITORIAL INCENDIE ET SECOURS MARTINIQUE	MBOUHOU MAX
04)	DOSSIER N° 2400356	RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD
Titre de l'affaire	Requête visant à annuler le refus de protection fonctionnelle opposé à un agent du STIS 972, au surplus, enjoindre établissement public local d'accorder la protection fonctionnelle au requérant.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B	SELARL LACLUSE & CESAR
Défendeur	SERVICE TERRITORIAL INCENDIE ET SECOURS MARTINIQUE	MBOUHOU MAX (Cour)

09 heures 30

05)	DOSSIER N° 2400676	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire Recours indemnitaire en réparation de préjudices subis		
Demandeur	Nom des parties Madame A	Représentants des parties JURISCARIB (Cour)
Défendeur	CROUS DES ANTILLES ET DE LA GUYANE	SELARL SKOV
06)	DOSSIER N° 2500280	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire Requête sollicitant l'annulation de la sanction déguisée d'avertissement en datae du 22 février 2024 versée à son dossier administratif ; déclarer le Rectorat responsable du préjudice subi et le condamner au paiement de la somme de 5000 euros majorée des intérêts de droit à compter de la première demande d'indemnisation formulée de 25 avril 2025		
Demandeur	Nom des parties Monsieur L	Représentants des parties JURISCARIB (Cour)
Défendeur	ACADEMIE DE LA MARTINIQUE	
07)	DOSSIER N° 2500115	RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD
Titre de l'affaire Requête visant à condamner conjointement et solidairement la Société WENHAM OVERSEAS LIMITED et l'ETAT à verser à la Société CARENANTILLES la somme de 93 200,66 euros, au titre de l'arriéré locatif, ensemble condamner tout succombant au paiement de la somme de 3 000 € à la Société CARENANTILLES au titre de l'article L.761-1 du Code de Justice Administrative.		
Demandeur	Nom des parties CARENANTILLES	Représentants des parties TRILLAT MAGERAND BELTRAMINI (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA MARTINIQUE WENHAM OVERSEAS LIMITED	VILLENEAU ROHART SIMON ET ASSOCIES

09 heures 30

08)	DOSSIER N° 2500168	RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD
-----	--------------------	-------------------------------------

Titre de l'affaire Requête en référé visant à condamner l'Etat à verser une provision à la société gestionnaire du centre de carénage du Marin en raison des pertes financières qu'elle a subies depuis l'entreposage d'un bateau sur réquisition de l'Etat.

Nom des parties

Demandeur CARENANTILLES
Défendeur PREFECTURE DE LA MARTINIQUE
WENHAM OVERSEAS LIMITED

Représentants des parties

TRILLAT MAGERAND BELTRAMINI (Cour)

VILLENEAU ROHART SIMON ET ASSOCIES

Arrêté le 02/12/2025
Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur LASO, assisté(e)
de Monsieur NAUD et Monsieur LANCELOT, Conseillers
En présence de Monsieur PHULPIN, Rapporteur public
Madame MENIGOZ, Greffière

10 heures 30

01)	DOSSIER N° 2400623	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire Requête visant à annuler puis à décharger du paiement les titres de recette # 160, 163, et 227 émis par la CA Cap Nord Mque le 15/07/24 et le 19/08/24.		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	COMMUNE DU LORRAIN	VALADOU - JOSSELIN & ASSOCIÉS
Défendeur	COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DU NORD MARTINIQUE	DROUINEAU 1927
02)	DOSSIER N° 2400778	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire Requête visant à annuler les titres de recette # 258 et 295 émis par Cap Nord respectivement le 20/09/24 et le 13/10/24.		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	COMMUNE DU LORRAIN	VALADOU - JOSSELIN & ASSOCIÉS
Défendeur	COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DU NORD MARTINIQUE	
03)	DOSSIER N° 2500016	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire Requête visant à annuler le titre de recette # 349 émis par la CA Cap Nord le 13/11/24 relatif à l'attribution de compensation de novembre 2024.		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	COMMUNE DU LORRAIN	VALADOU - JOSSELIN & ASSOCIÉS
Défendeur	COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DU NORD MARTINIQUE	

10 heures 30

04)	DOSSIER N° 2400180	RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD
Titre de l'affaire	Requête visant à annuler l'arrêté pris par le préfet de la Martinique le 16/01/24 portant interdiction de manifestation, d'attroupement et de rassemblement sur la commune des Trois-Ilets du 16/01 au 16/02/24.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	GROUPEMENT D'INFORMATION ET DE SOUTIEN DES ALLOCATAIRES ET DES FAMILLES	BOUDI
Défendeur	PREFECTURE DE LA MARTINIQUE	
05)	DOSSIER N° 2500081	RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD
Titre de l'affaire	Requête visant à condamner le préfet de la Martinique à indemniser un administré du fait des dysfonctionnements des services de l'Etat consécutivement à la déclaration de vol de son véhicule.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur D	Maître BOURDET ERIC Eric (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA MARTINIQUE	
06)	DOSSIER N° 2400726	RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD
Titre de l'affaire	Requête tendant à annuler l'arrêté d'opposition à déclaration préalable URBA n°2024/145 en date du 14/05/24, ensemble la décision implicite de rejet du recours gracieux du 10/07/24, avec toutes conséquences de droit.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SARL LES VILLAS DU CAP	CABINET LAZARE (SELARL)
Défendeur	COMMUNE DU VAUCLIN	Le Maire

10 heures 30

07)	DOSSIER N° 2400772	RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD
Titre de l'affaire	Requête tendant à annuler la décision implicite de rejet de la préfecture née d'un recours gracieux du 13/07/2024 portant sur la demande de reconnaissance d'accident de travail auprès de la préfecture de la Martinique.	
Demandeur	Nom des parties Madame P	Représentants des parties CARLINI ET ASSOCIES (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA MARTINIQUE	
08)	DOSSIER N° 2400067	RAPPORTEUR: Monsieur Guillaume NAUD
Titre de l'affaire	Requête tendant à l'annulation des titres exécutoires N°1018 ; 1019 ; 1020 ; 1021 ; émis le 17 novembre 2023, par le centre hospitalier du Marin pour recouvrer la somme de 34 255,52 euros	
Demandeur	Nom des parties Madame R	Représentants des parties Maître TIBURCE MARIELLE (Cour)
Défendeur	CENTRE HOSPITALIER DU MARIN DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA MARTINIQUE	Le directeur
Observateur	TRÉSORERIE HOSPITALIÈRE DE LA MARTINIQUE AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LA MARTINIQUE	
09)	DOSSIER N° 2500029	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire	Requête visant à faire cesser des SATD qui seraient injustifiées sur le compte bancaire d'un fonctionnaire territorial.	
Demandeur	Nom des parties Monsieur M	Représentants des parties Monsieur M
Défendeur	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	Le Président

Arrêté le 02/12/2025
Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur LASO, assisté(e)
de Madame CERF et Monsieur LANCELOT, Conseillers
En présence de Monsieur PHULPIN, Rapporteur public
Madame DJAKOURE, Greffière

11 heures 30

01)	DOSSIER N° 2300719	RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF
Titre de l'affaire Requête tendant à annuler la délibération en date du 18 juillet 2023 du Conseil municipal de la commune de Fort-de-France approuvant le PLU (Plan Local d'urbanisme) de la commune, ensemble ladite délibération et la décision implicite de rejet du recours gracieux, en tant qu'elle classe en zone naturelle (N) la parcelle cadastrée section K 1319 dans le secteur de Tivoli à Fort-de-France.		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur R	GLADYS NANNETTE AVOCAT (Cour)
	Madame R	GLADYS NANNETTE AVOCAT (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE FORT DE FRANCE	JURISCARIB (Cour)
02)	DOSSIER N° 2400695	RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF
Titre de l'affaire Requête tendant à annuler la décision implicite du 8 septembre 2024 par laquelle le maire de la ville de Fort-de-France refuse de procéder à la réfection d'un mur de soutènement accessoire au domaine public.		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur S	Maître BEL AURÉLIE (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE FORT DE FRANCE	JURISCARIB (Cour)

11 heures 30

03)	DOSSIER N° 2400543	RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF
Titre de l'affaire	Requête visant à annuler la décision implicite de rejet en date du 7 juillet 2024 du Président de l'Office du tourisme « Sud Martinique » refusant d'accorder la protection fonctionnelle à un personnel selon sa demande en date du 2 mai 2024.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame la directrice générale R	ASEA (Cour)
Défendeur	OFFICE DU TOURISME INTERCOMMUNAL SUD MARTINIQUE	Maître BEL AURÉLIE (Cour)
04)	DOSSIER N° 2400700	RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF
Titre de l'affaire	Requête visant à annuler la décision du 23 mars 2024 portant refus de détachement d'une enseignante, ensemble annuler la décision expresse du même jour rejetant le recours gracieux de l'enseignante ainsi que la décision implicite de refus de son recours hiérarchique, par suite enjoindre l'académie de la Mque à faire droit au détachement de la requérante et à ré-examiner sa situation administrative.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame M	Maître TIBURCE MARIELLE (Cour)
Défendeur	ACADEMIE DE LA MARTINIQUE	
07)	DOSSIER N° 2400791	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire	Requête visant à annuler la décision de rejet du 28 octobre 2024 refusant le bénéfice de la restitution du crédit d'impôt outre-mer section productif de 92.334 € au titre des investissements qu'elle a réalisés.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SAS VILLA PRESTIGE CARAIBES	GEIREC SOCIÉTÉ D'AVOCATS
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA MARTINIQUE	Le directeur

11 heures 30

08)	DOSSIER N° 2400811	RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF
Titre de l'affaire Requête visant à annuler une décision de rejet en date du 9 octobre 2024, prise par la DRFIP, d'une réclamation portant sur le remboursement du CIOP au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2022		
Demandeur	Nom des parties SARL CAROLI	Représentants des parties GEIREC SOCIÉTÉ D'AVOCATS
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA MARTINIQUE	Le directeur
09)	DOSSIER N° 2500080	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire Requête tendant à annuler la décision de rejet total du crédit d'impôt en faveur des investissements productifs en outre-mer (CIOP) au titre de l'exercice 2021, notifiée le 26 novemnbre 2024.		
Demandeur	Nom des parties SARL CLEAN GARDEN	Représentants des parties B
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA MARTINIQUE	Le directeur
Arrêté le 02/12/2025 Le président du tribunal		

tenue sous la présidence de Monsieur LASO, assisté(e)
de Madame CERF et Monsieur LANCELOT, Conseillers
En présence de Monsieur PHULPIN, Rapporteur public
Madame DJAKOURE, Greffière

12 heures 00

01)	DOSSIER N° 2500126	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire	Requête visant à condamner la commune de Saint-Pierre au versement d'une somme de € 292 907.82 correspondant aux montants de factures établies en paiement de travaux pour la rénovation et la restauration de la cathédrale de la commune et qui restent impayées.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SAS ROQUIGNY	Maître COLIGNON-BERTIN NATHALIE (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE SAINT PIERRE	Maître DUMONT Thomas (Cour)
02)	DOSSIER N° 2500127	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire	Requête visant à condamner la commune de Saint-Pierre au versement d'une somme de € 292 907.82 correspondant aux montants de factures établies en paiement de travaux pour la rénovation et la restauration de la cathédrale de la commune et qui restent impayées.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SAS ROQUIGNY	Maître COLIGNON-BERTIN NATHALIE (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE SAINT PIERRE	Maître DUMONT Thomas (Cour)
03)	DOSSIER N° 2500233	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire	Requête tendant à annuler la décision prise par la CACEM le 22/11/2024 résiliant le contrat d'occupation du port de plaisance communautaire de l'Etang Z'abricots pour non paiement des redevances relatives à l'emplacement dans les délais impartis ; enjoignant à la CACEM la reprise des relations contractuelles	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur M	OVEREED (Cour)
Défendeur	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CENTRE DE LA MARTINIQUE	

12 heures 00

04)	DOSSIER N° 2500369	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire	requête tendant à l'annulation de la décision du Prefet de refus implicite de regroupement familial ; ordonnant au Préfet d'autoriser le regroupement familial dans le délai de 2 mois ; à titre subsidiaire de procéder au réexamen de la demande dans un délai de 15 jours	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame R	ROMER SYLVETTE (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA MARTINIQUE	
05)	DOSSIER N° 2500386	RAPPORTEUR: Monsieur Frédéric LANCELOT
Titre de l'affaire	Requête visant à annuler l'arrêté préfectoral # 2025-004-14 portant OQTF à destnation d'Haïti dans un délai de 30 jours, ensemble rejet d'une demande de titre de séjour	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur A	SELARL AVOCATS CONSEIL & DEFENSE
Défendeur	PREFECTURE DE LA MARTINIQUE	
06)	DOSSIER N° 2500647	RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF
Titre de l'affaire	Requête visant à annuler la décision préfectorale # 2025-06-033 prise le 20/06/25 portant OQTF à destination d'Haïti dans un délai de 30 jours.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame O	Maître CORIN Vaïté (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA MARTINIQUE	

12 heures 00

07)	DOSSIER N° 2500326	RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF
-----	--------------------	-----------------------------------

Titre de l'affaire Requête tendant à l'annulation de l'arrêté du préfet en date du 12/12/2024 refusant sa demande de titre de séjour et l'obligeant à quitter le territoire dans un délai de 30 jours

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame J	MIRAM-MARTHE-ROSE MARC (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA MARTINIQUE	

Arrêté le 02/12/2025
Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur LASO, assisté(e)
de Madame CERF et Monsieur CLEMENTE, Conseillers
En présence de Monsieur NAUD, Rapporteur public
Madame DJAKOURE, Greffière

12 heures 30

01)	DOSSIER N° 2400593	RAPPORTEURE: Madame Mathilde CERF
-----	--------------------	-----------------------------------

Titre de l'affaire Requête tendant à annuler la décision DIRCOFI de Marseille en date du 05/07/2024 portant rejet de la réclamation de mis en recouvrement du 30/07/ 2021, du 30/09/2021 et du 12/11/2021 au titre de l'impôt sur les sociétés au titre des années 2015 ; 2016 et 2017, et demande la décharge totale des impôts et pénalités et intérêts de retard mis à sa charge.

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	AGM HOLDING	FIDAL DIRECTION PARIS (Cour)
Défendeur	DIRECTION DU CONTROLE FISCAL SUD-EST OUTRE MER	

Arrêté le 02/12/2025
Le président du tribunal